

**Point de presse du porte-parole -
Union européenne/Entretiens de
Mme Marielle de Sarnez avec ses
homologues italien et espagnol -
Nations unies/Décès de M.
Osotimehin, directeur du fonds
pour la population - Russie/Droits
de l'Homme/Situation de Mme
Tcherevatienko - Lutte contre
Daech - Qatar - République
centrafricaine - Libye - Union
européenne
(Paris, 06 juin 2017)**

Au point de presse de ce jour, le porte-parole a fait les déclarations et répondu aux questions suivantes :

1 - Union européenne - Entretiens de Mme Marielle de Sarnez avec ses homologues italien et espagnol (Paris, 6 juin 2017)

Mme Marielle de Sarnez, ministre chargée des affaires européennes, reçoit aujourd'hui M. Sandro Gozi, secrétaire d'État italien chargé des affaires européennes.

À la suite des échanges du président de la République et du président du conseil des ministres italien Paolo Gentiloni le 21 mai, les deux ministres travailleront à l'avenir du projet européen, pour une Europe qui protège mieux les Européens à court comme à moyen terme. Ils évoqueront notamment les questions migratoires et les discussions en cours pour améliorer le dispositif de détachement des travailleurs.

Mme Marielle de Sarnez s'entretiendra également aujourd'hui avec M. Jorge Toledo, secrétaire d'État espagnol chargé des affaires européennes. Ils feront le point sur les sujets d'actualité en cours de discussion à Bruxelles, sur notre vision de l'Europe de demain et sur le renforcement de nos relations bilatérales.

2 - Nations unies - Décès de M. Osotimehin, directeur du fonds pour la population (5 juin 2017)

Nous avons appris avec tristesse le décès du docteur Babatunde Osotimehin, secrétaire général adjoint des Nations unies et directeur du fonds pour la population.

La France avait tissé des liens étroits avec M. Babatunde Osotimehin, défenseur mondialement reconnu de la cause des droits fondamentaux des femmes et des filles, en particulier leurs droits sexuels et reproductifs. Son rôle était pour nous essentiel, tant au sein des Nations unies que dans l'ensemble des pays prioritaires de notre aide publique au développement.

Le fonds des Nations unies pour la population est une institution-partenaire stratégique de la France sur les politiques de population et les droits sexuels et reproductifs, qui donnent lieu à de nombreuses collaborations sur le terrain, en particulier en Afrique.

3 - Russie - Droits de l'Homme - Situation de Mme Tcherevatienko

Nous sommes préoccupés par la mise en examen de Mme Valentina Tcherevatienko, présidente de l'ONG «Les Femmes du Don».

Mme Valentina Tcherevatienko avait été lauréate du prix franco-allemand des droits de l'Homme en 2016, notamment pour son travail en faveur de l'apaisement entre la Russie et l'Ukraine.

Les poursuites contre Mme Tcherevatienko, confirmées le 2 juin, constituent la première affaire pénale ouverte sur le fondement de la loi russe sur les ONG «agents de l'étranger».

4 - Lutte contre Daech

Q - Le nombre de civils tués par des frappes de la coalition augmente considérablement depuis ces dernières semaines. Hier, 21 ont été tués en tentant de fuir Raqqa. Y a-t-il eu modification des règles d'engagement ? Ces pertes civiles sont-elles inévitables ?

R - S'agissant des règles d'engagement, nous vous invitons à interroger le ministère des armées.

Je vous rappelle par ailleurs que la France et ses partenaires de la coalition internationale attachent la plus grande importance à la protection des civils. C'est une priorité dans les opérations que la Coalition mène en Syrie et en Irak contre Daech.

Nous déplorons les pertes civiles que ces opérations peuvent entraîner. Chaque fois que cela est nécessaire, une enquête est diligentée pour que toute la lumière soit faite.

Q - Quel rôle voyez-vous pour les FDS dans la future gestion de Raqqa ?

R - Les Forces démocratiques syriennes jouent un rôle décisif pour la libération de Raqqa, qui

constitue une priorité stratégique pour la France.

La gouvernance des zones libérées de Daech doit être pluraliste et répondre aux aspirations des populations locales.

C'est une condition pour stabiliser durablement ces territoires, et demain la Syrie.

5 - Qatar

Q - Paris envisage-t-il de revoir ses relations avec le Qatar, accusé de soutenir le terrorisme ?

R - Nous avons un dialogue régulier et de longue date avec l'ensemble des pays de la région du Golfe comme avec l'Égypte. Le ministre Jean-Yves Le Drian recevra aujourd'hui son homologue saoudien et s'entretiendra par téléphone avec son homologue qatarien. Il recevra demain le représentant du Prince héritier d'Abou Dabi pour le dialogue stratégique franco-émirien. Il se rendra jeudi en Égypte où il rencontrera le président Sissi et son homologue.

La France est attachée dans la région du Golfe comme ailleurs à la progression de l'intégration régionale qui constitue un gage de stabilité et exprime le vœu que les tensions actuelles soient résolues par le dialogue.

Nous sommes aux côtés des pays de la région dans l'intensification nécessaire de la lutte contre les groupes terroristes, leurs soutiens et leur financement. Nous entretenons avec eux des coopérations dans le but de mettre un terme aux crises dans la région et pour y ramener la paix, la sécurité et la stabilité.

6 - République centrafricaine

Q - Plus de 300 personnes sont mortes et 10.000 ont été déplacées en RCA depuis 2 semaines. Est-ce que les moyens de la MINUSCA sont suffisants et le mandat assez robuste pour arrêter l'accélération des violences en Centrafrique ?

R - Nous suivons de près la situation en République centrafricaine et soutenons pleinement l'action de la MINUSCA qui dispose d'un mandat solide pour accomplir sa mission, ainsi que les autorités centrafricaines.

Nous rendons hommage à ses contingents, qui paient un lourd tribut pour la protection des populations civiles et la consolidation de la paix en RCA.

La France a renforcé sa contribution à la MINUSCA en mettant à sa disposition une unité de

drones, dans le but de renforcer la capacité d'analyse stratégique.

7 - Libye

Q - Est-ce que la prise de la ville stratégique de Jufra en Libye par les forces du général Haftar ne risque pas d'entraver le dialogue politique ?

R - Comme l'a rappelé M. Jean-Yves Le Drian hier à Tunis, il n'y a pas de solution militaire en Libye.

La France est engagée en faveur d'une solution politique qui passe par le dialogue : c'est l'objectif du processus politique mené sous l'égide des Nations unies.

Elle appelle donc toutes les parties à la retenue.

8 - Union européenne

Q - Quelle est votre réaction à la décision de la République tchèque de ne plus accueillir des réfugiés comme prévu par l'accord entre Européens de 2015 ?

R - Le conseil de l'Union européenne a pris en 2015 des décisions sur la relocalisation et la réinstallation des demandeurs d'asile. Il s'agit de mesures de solidarité à l'égard des pays de première entrée.

Certains États membres ont déposé des recours en annulation à l'encontre de l'une de ces décisions de relocalisation. Ce n'est pas le cas de la République tchèque.

Ces recours sont en cours d'examen par la cour de Justice de l'Union européenne, mais ne présentent pas de caractère suspensif.

La France partage la position de la Commission européenne, qui estime que les décisions prises par l'Union européenne doivent être mises en oeuvre./.